

MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 0,2 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **7 100** (+ 1,7 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 500** (- 3,6 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **11 600** (- 0,4 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,7 % au 2^{ème} trimestre 2024
+ 0,1 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

49 140 au 2^{ème} trimestre 2024
+ 0,0 % par rapport au 1^{er} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 340 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2024
+ 0,3 % par rapport au 1^{er} Trim. 2024

Au deuxième trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) est stable dans le Territoire de Belfort par rapport au 1^{er} trimestre 2024. Hors intérim, les services non marchands créent des emplois. L'emploi parvient à se stabiliser dans l'industrie. Dans les services marchands, il se stabilise grâce à la demande croissante des services orientés vers les entreprises. Ces services, tels que le conseil, la gestion, et les services informatiques, compensent les fluctuations dans d'autres secteurs. Les difficultés persistent dans le commerce. La construction connaît à nouveau des pertes d'effectifs. Sur un an, l'emploi salarié diminue alors qu'il reste globalement stable au niveau régional. La demande d'intérim se stabilise dans la plupart des secteurs, sauf dans le commerce où elle continue de diminuer. Le dispositif d'activité partielle est un peu moins mobilisé qu'au cours du 1^{er} trimestre 2024. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (4 070) continue de diminuer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-4,2 %), une des baisses annuelles les plus favorables de la région.

Au troisième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle augmente fortement comparativement au volume autorisé au cours du 2^{ème} trimestre 2024, notamment dans l'industrie. Le nombre de procédures collectives ouvertes au cours des douze derniers mois s'élève à 120, en augmentation par rapport à la même période en 2023. Sur le marché du travail, la hausse de la demande d'emploi de catégorie A s'accroît : le nombre d'inscrits en catégorie A s'accroît de 1,7 % (+1,1 % au niveau régional). En même temps, le nombre d'inscrits à France Travail exerçant une activité réduite baisse fortement (catégories BC). La dégradation de la situation du marché du travail touche principalement les hommes. Par ailleurs, la demande d'emploi des jeunes recule sur le trimestre.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

3^{ème} Trimestre 2024

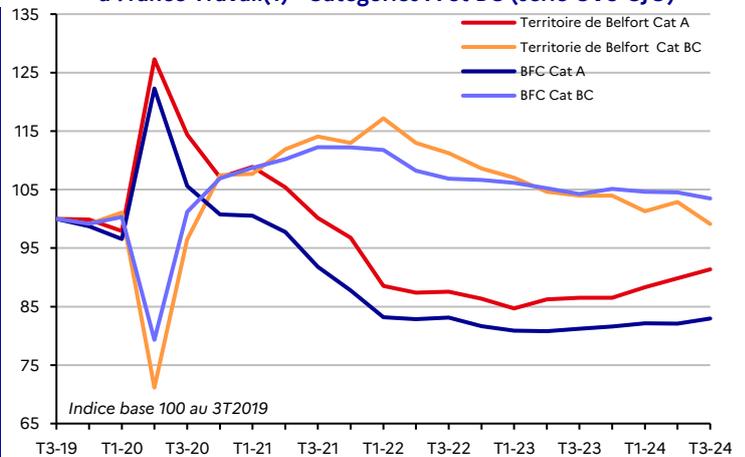
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T3 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Territoire de Belfort :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	7 100	+1,7	+5,7
Catégories B, C	4 500	-3,6	-4,7
Catégories A, B, C	11 600	-0,4	+1,5
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	102 190	+1,1	+2,1
Catégories B, C	93 830	-1,0	-0,7
Catégories A, B, C	196 010	0,0	+0,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	3 760	+3,6	+6,2	+1,5	+3,6
< 25 ans	560	+1,8	+3,7	+1,7	+3,1
25 - 49 ans	2 230	+4,2	+10,4	+1,5	+4,0
50 ans et plus	980	+4,3	0,0	+1,5	+2,9
Femmes	3 340	-0,6	+5,4	+0,6	+0,6
< 25 ans	460	-6,1	0,0	-0,4	+0,6
25 - 49 ans	1 990	+1,0	+7,6	+0,5	+0,6
50 ans et plus	880	-2,2	+1,1	+1,1	+0,4
Total	7 100	+1,7	+5,7	+1,1	+2,1
< 25 ans	1 020	-1,9	+2,0	+0,7	+2,0
25 - 49 ans	4 220	+2,7	+9,0	+1,0	+2,4
50 ans et plus	1 860	+1,1	+0,5	+1,4	+1,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	5 920	0,0	+1,9	+0,2	+2,0
< 25 ans	840	-4,5	-2,3	+0,1	+2,0
25 - 49 ans	3 600	+0,6	+3,4	-0,2	+1,5
50 ans et plus	1 470	+0,7	0,0	+0,9	+2,8
Femmes	5 680	-0,9	+1,1	-0,1	-0,4
< 25 ans	700	-2,8	-1,4	+0,2	+1,0
25 - 49 ans	3 390	0,0	+3,0	-0,3	-1,0
50 ans et plus	1 600	-1,2	-1,2	+0,4	+0,1
Total	11 600	-0,4	+1,5	0,0	+0,7
< 25 ans	1 540	-3,7	-1,9	+0,1	+1,5
25 - 49 ans	6 990	+0,3	+3,1	-0,2	+0,3
50 ans et plus	3 070	-0,3	-0,6	+0,6	+1,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	6 750	-1,2	+7,0	-0,2	+1,4
DELD :					
1 à 2 ans	2 110	+2,4	-3,2	+0,2	+3,3
2 à 3 ans	970	0,0	-3,0	+3,2	+3,4
3 ans et plus	1 780	0,0	-8,7	-1,0	-5,8
Total DELD	4 850	+0,6	-5,5	+0,4	-0,1
Part des DELD	41,8%	+0,4 pt	-3,1 pt	+0,2 pt	-0,3 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2 2024	Moyenne annuelle 2024	
		2024	2023
Assurance chômage	4 860	4 940	4 690
Solidarité - Etat	590	590	600
Autres	110	110	100
Total DE indemnisés	5 570	5 640	5 390
Formation	300	330	380
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	44,9%		
BFC	46,4%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	258	+18	+7,4	+74	+1,6
Fin de mission d'intérim	101	-8	-7,6	-84	-4,8
Démission	49	-9	-15,6	-19	-1,4
Rupture conventionnelle	59	-16	-21,1	-14	-1,1
Licenc. économique	43	+24	+124,6	+152	+50,9
Autre licenciement	70	-1	-0,9	+34	+2,8
Première entrée ⁽¹⁾	86	-7	-7,6	-74	-5,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	223	-59	-20,9	-605	-13,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	255	-14	-5,1	-96	-2,6
Autre motif ⁽⁴⁾	114	+26	+29,4	+137	+10,2
Motif indéterminé	115	-9	-7,5	+20	+1,1
Total	1 372	-55	-3,9	-475	-2,1

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T3 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	163	+8	+4,9	-437	-15,2
Entrée en stage ou formation	128	-10	-7,5	-57	-2,4
Arrêt de recherche**	97	-1	-0,7	-110	-5,8
dont maladie	57	-2	-3,4	-37	-3,3
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	579	+7	+1,2	-5	0,0
Radiation administrative	121	-29	-19,5	+12	+0,6
Autre cas ⁽²⁾	122	-10	-7,8	-40	-2,2
Total	1 210	-36	-2,9	-636	-3,1

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

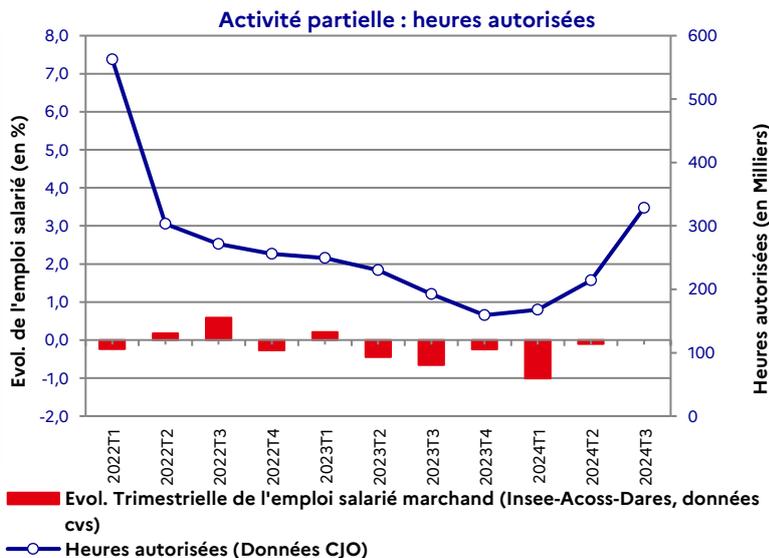
Activité partielle

Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T2 2024	T3 2024
Nombre de demandes en cours		44	33
Volume d'heures autorisées		214 285	328 496
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	181 061	302 572
	Construction	5 239	1 835
	Commerce	0	0
	Services	27 985	24 089
Établissements autorisés		37	32
dont :	étabs de 50 sal. et plus	19	14
Nombre de salariés concernés**		2 579	2 107
Total heures autorisées 12 mois glissés		733 544	869 806

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T1 2024	T2 2024
Nombre d'heures consommées*		30 848	24 635
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	22 972	17 411
	Construction	885	0
	Commerce	0	0
	Services	6 992	7 224
Etabs ayant consommé des heures		20	20
dont :	étabs de 50 sal. et plus	8	13
Nombre de salariés concernés**		390	413
Total heures consommées 12 mois glissés		108 352	99 055

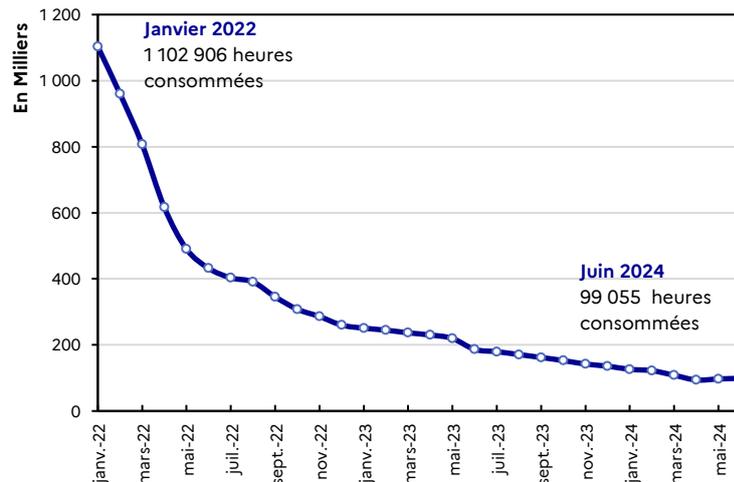
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T3 2024	Evol./T3 2023 (en %)
Nombre de créations d'entreprises		383	+0,5
dont :	Entreprises individuelles	54	+35,0
	Micro-entrepreneurs	263	-6,4
	Sociétés	66	+10,0
Cumul sur 12 mois glissés		1 567	+5,9
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		120	+20,0
Cumul sur 12 mois glissés		473	+5,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T3 2024	Evol./T3 2023 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		22	-24,1
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	10	0,0
	Liquidations judiciaires directes	11	-42,1
Nombre d'emplois menacés		41	-28,1
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	s	s
	Construction	13	+85,7
	Commerce	18	+50,0
	Services	10	-73,7
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		119	+13,3

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort 2 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	100	0	+0,9	0	+1,2	100	0	+0,3	0	+1,2
Industrie	7 460	0	+0,0	+40	+0,5	8 160	+50	+0,6	-120	-1,4
Industrie agro-alimentaire	540	0	+0,5	+10	+2,6	540	0	+0,7	0	-0,3
Industries extractives, énergie, eau, déchets	280	0	+1,6	+10	+3,8	300	0	+1,0	+10	+2,1
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 510	+10	+0,4	-20	-0,9	2 630	+20	+0,8	-60	-2,1
Matériels de transport	1 120	+30	+2,5	0	+0,2	1 300	+40	+3,0	+30	+2,5
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	3 010	-40	-1,4	+40	+1,2	3 390	-20	-0,5	-100	-2,8
Construction	2 110	-30	-1,4	-40	-1,8	2 230	-40	-1,9	-50	-2,2
Commerce ; réparation auto.	5 490	-30	-0,5	-90	-1,6	5 590	-50	-0,8	-120	-2,1
Services marchands	12 000	-10	-0,1	-270	-2,2	12 430	0	+0,0	-290	-2,3
Transports et entreposage	1 820	0	+0,2	+70	+3,8	1 970	+20	+1,2	+70	+3,7
Hébergement et restauration	1 580	-20	-1,0	-50	-2,8	1 590	-20	-1,0	-50	-3,1
Information et communication	830	-10	-1,7	-30	-2,9	830	-10	-1,7	-30	-2,9
Services financiers	770	-10	-1,2	-40	-5,2	770	-10	-1,4	-50	-6,2
Services immobiliers	420	-10	-2,9	-40	-7,7	440	-10	-3,0	-40	-7,9
Services aux entreprises	5 020	+50	+1,0	-190	-3,7	5 270	+70	+1,4	-200	-3,6
Services aux ménages	1 560	-20	-1,0	0	+0,0	1 570	-40	-2,5	0	-0,1
Services non marchands	20 610	+50	+0,2	+460	+2,3	20 620	+50	+0,2	+450	+2,2
Ensemble	47 780	-20	-0,0	+100	+0,2	49 140	+10	+0,0	-130	-0,3

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

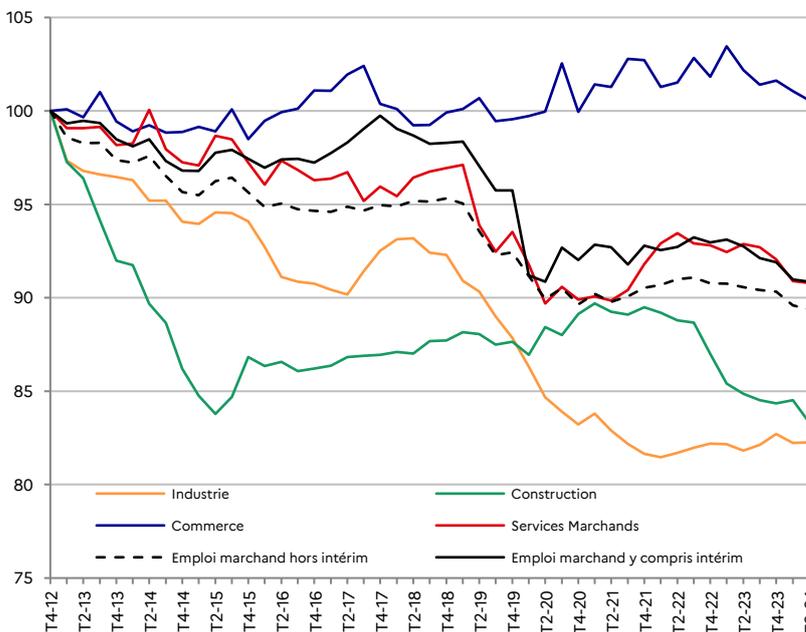
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

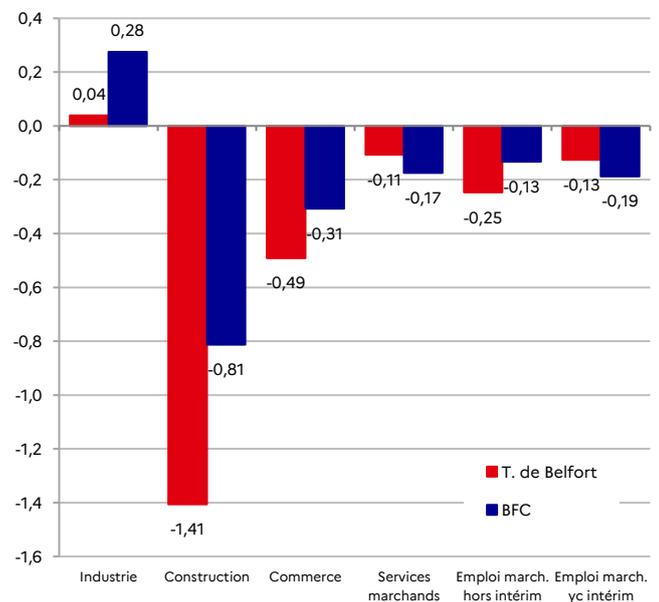
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 2 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	s	s	s	s	s	s	s
Industrie	730	+0,9	-22,3	8,9	-2,3	730	0,0	-18,9	2,9	-0,8
Construction	130	+2,5	-10,3	5,9	-0,5	120	-7,7	-25,0	3,2	+0,3
Commerce	60	-30,5	-23,5	1,1	-0,3	80	0,0	0,0	2,3	+0,1
Services	420	+5,3	-13,6	3,4	-0,4	420	+2,4	-12,5	1,3	-0,6
Ensemble	1 340	+0,3	-18,7	4,7	-1,0	1 350	+0,7	-16,7	2,3	-0,6

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

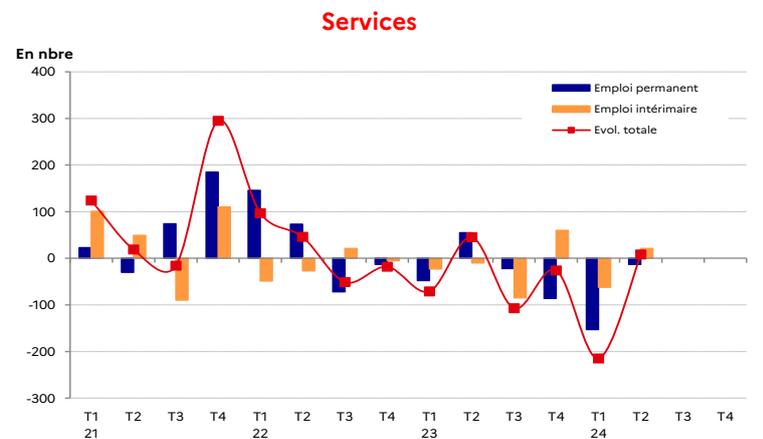
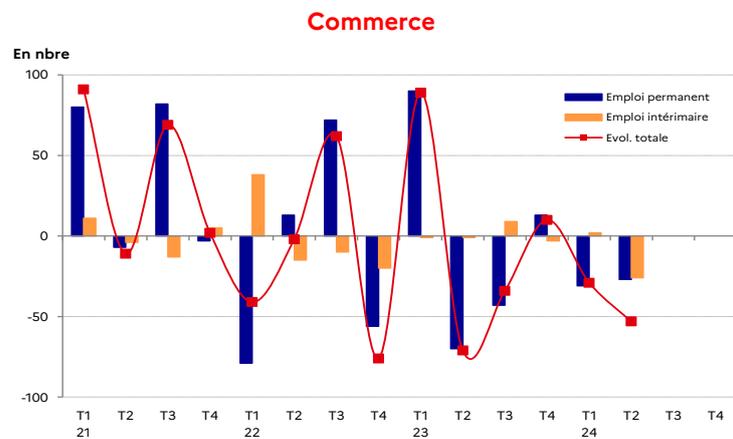
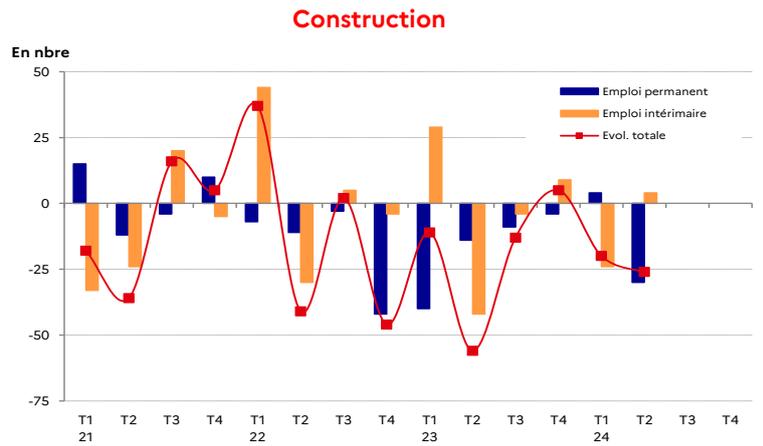
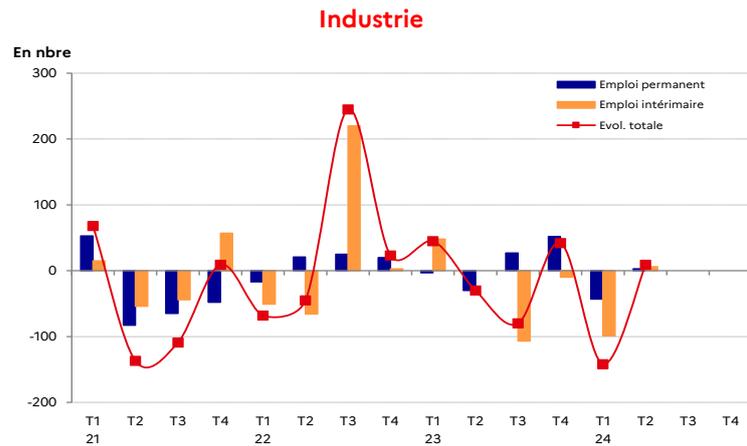
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge

- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2ème trimestre 2024						
Embauches		221	169	774	6 282	7 446
Répartition en %		3,0	2,3	10,4	84,4	100,0
dont en % :						
	CDD	40,3	63,9	68,3	88,1	84,1
	< 25 ans	26,2	29,0	47,2	26,4	28,6
	25 - 49 ans	51,1	53,8	39,0	48,0	47,3
	50 - 54 ans	9,0	8,9	6,2	9,8	9,4
	55 ans ou plus	12,2	4,1	6,2	14,9	13,7
	Femmes	35,3	9,5	57,1	62,7	60,1
Sorties		290	192	771	6 218	7 471
Répartition en %		3,9	2,6	10,4	83,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	27,2	34,9	57,2	83,3	77,2
	dont CDD < 1 mois	39,2	25,4	60,8	87,0	83,6
	Demissions	24,8	24,0	17,3	6,9	9,1
	Licenciements économiques	1,7	2,6	0,8	0,4	0,6
	Licenc. non économiques	17,2	14,1	7,1	3,1	4,3
	Retraite	8,6	2,6	1,3	0,9	1,3
	Ruptures Conventionnelles	5,5	7,8	4,4	1,3	1,9
	< 25 ans	20,3	23,4	43,5	24,5	26,3
	25 - 49 ans	44,1	57,8	39,2	48,1	47,2
	50 - 54 ans	8,6	7,8	7,1	9,8	9,4
	55 ans ou plus	26,2	8,9	8,3	16,8	16,1
	Femmes	30,3	8,9	56,9	63,1	59,8

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

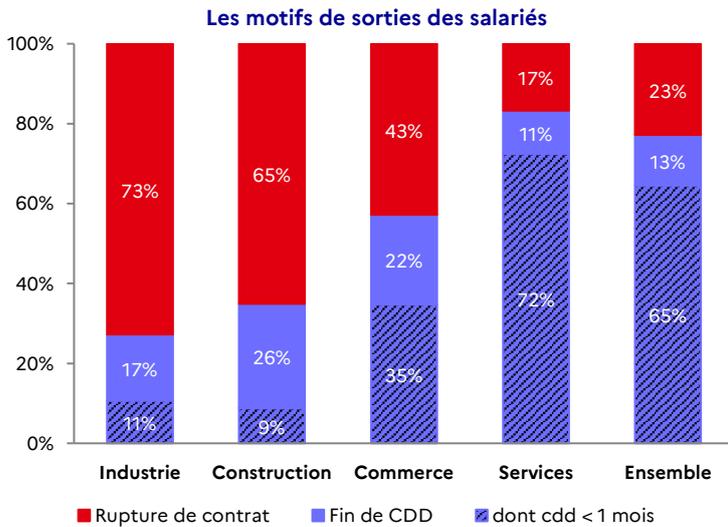
Pour en savoir plus :

[https://dares.travail-](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre)

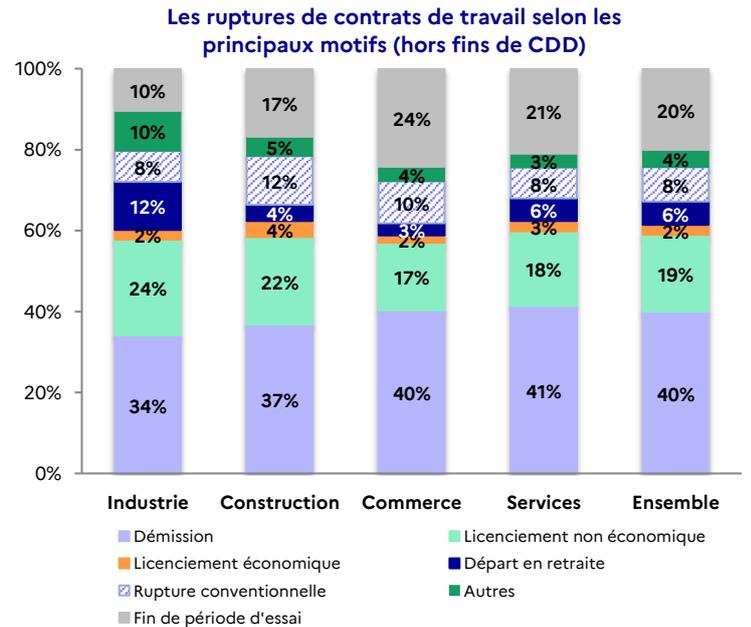
[emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre)

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 2ème trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 40,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,7 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus.



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 34 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2ème trimestre 2024							
Actifs en emploi (en %)		10,5	58,7	14,4	16,4	50,7	30,1
Embauches		2 128	3 524	700	1 020	4 475	1 343
dont en % :							
	CDD	85,3	80,5	87,9	91,8	87,2	89,0
Sorties		1 964	3 529	706	1 204	4 466	1 235
dont en % :							
	Fins de CDD	77,8	74,8	85,0	78,8	81,6	83,9
	dont CDD < 1 mois	83,1	83,1	87,8	84,4	85,7	86,0
	Demissions	9,1	11,6	5,1	4,0	7,4	7,0
	Licenciements économiques	0,1	0,8	0,6	0,7	0,4	0,0
	Licenc. non économiques	5,9	4,0	3,5	3,3	3,1	3,6
	Retraite	0,0	0,0	0,0	8,1	0,9	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,8	2,8	2,5	0,8	1,8	0,2

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,8 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

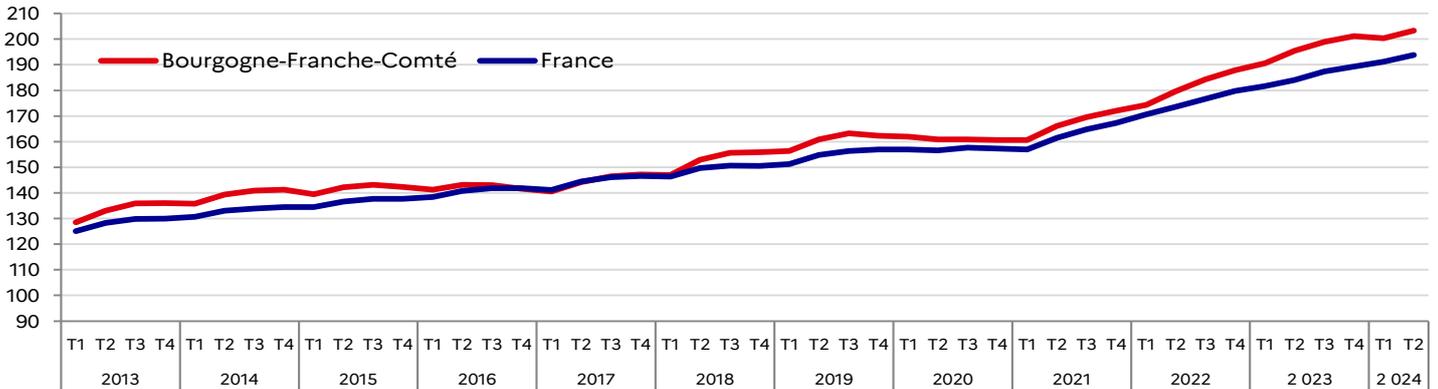
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 830	22,4	+0,1	+1 820	+0,8	248	0,5	+6,0	+29	+13,2
Doubs	254 900	199 810	20,1	+0,2	+880	+0,4	33 883	70,7	+1,4	+1 211	+3,7
Jura	116 590	87 870	8,8	-0,5	-410	-0,5	7 950	16,6	+1,7	+324	+4,2
Nièvre	80 648	64 610	6,5	-0,2	-230	-0,4	27	0,1	+8,0	+8	+42,1
Haute-Saône	104 664	69 300	7,0	-0,3	-580	-0,8	797	1,7	+3,0	+77	+10,7
Saône-et-Loire	238 264	191 480	19,2	-0,1	-310	-0,2	247	0,5	+5,1	+20	+8,8
Yonne	145 199	109 660	11,0	-0,3	-700	-0,6	33	0,1	+6,5	+8	+32,0
Territoire de Belfort	64 290	49 140	4,9	+0,0	-130	-0,3	4 732	9,9	+0,9	+171	+3,7
BFC	1 254 913	994 710	100,0	-0,1	+340	+0,0	47 917	100,0	+1,5	+1 848	+4,0

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

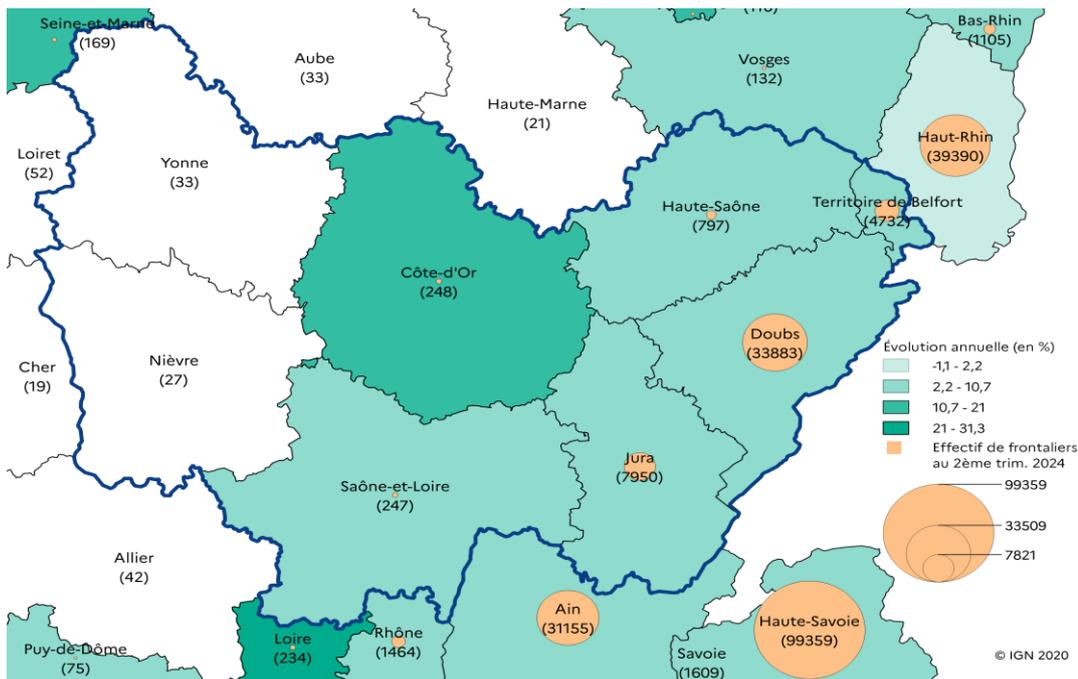
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 3,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 883 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T3	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	42	110	-27,6	-33,9
jeunes	18	36	-26,5	-36,9
seniors	7	25	-46,8	-26,5
bénéficiaires RSA	12	48	+14,3	-17,6
DELD	13	45	-30,8	-33,7
TH	s	14	-48,1	-29,7
résidents QPV	10	23	-8,0	+2,8
résidents ZRR	s	s	nd	-41,5
éducation nationale	s	s	+33,3	-21,9
CIE Jeunes	s	7	-89,1	-75,2
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	221	609	-7,2	-4,4
dt résidents QPV	62	188	+16,8	+9,1
CEJ*	122	436	+11,8	-0,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	9	42	-2,3	+3,9
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2024)				
- secteur public	s	s	s	+100,0
- secteur privé	35	99	+11,2	-0,4

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique

ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1	Cumul	Var.(%)/ cumul 2023
	2024	2024	
Côte d'Or	330	330	-14,7
Doubs	460	460	+13,9
Jura	265	265	-7,3
Nièvre	162	162	-17,3
Haute-Saône	156	156	-1,3
Saône-et-Loire	449	449	-0,4
Yonne	351	351	-6,9
Territoire de Belfort	115	115	-14,8
BFC	2 288	2 288	-4,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T3	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	98	-13,5	-11,1
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	786	-17,3	-15,7
CEJ*	210	+13,7	+9,8
IAE (au 1T 2024)	436	-5,8	-1,7

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-dépenses-en-faveur-de-l'emploi-et-du-marché-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2024 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2024)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 627	-0,9	37 673	-2,7	9 137	+4,6	1 383	-8,0
Doubs	12 320	-0,7	32 663	-4,0	10 493	+1,4	1 453	-11,0
Jura	3 413	-3,1	15 150	-4,8	5 570	+3,1	567	-7,1
Nièvre	5 680	+0,4	13 397	-3,2	6 497	+2,1	703	-4,5
Haute-Saône	3 947	-0,8	14 873	-4,1	5 920	+5,7	853	-6,9
Saône-et-Loire	9 483	-6,3	35 847	-4,6	12 710	+4,4	1 683	-11,2
Yonne	8 693	-0,5	22 520	-3,6	7 860	+1,1	1 080	-7,2
Territoire de Belfort	4 070	-4,2	9 380	-4,2	2 723	+9,2	583	-6,9
BFC	57 233	-2,0	181 503	-3,8	60 910	+3,4	8 305	-8,6

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

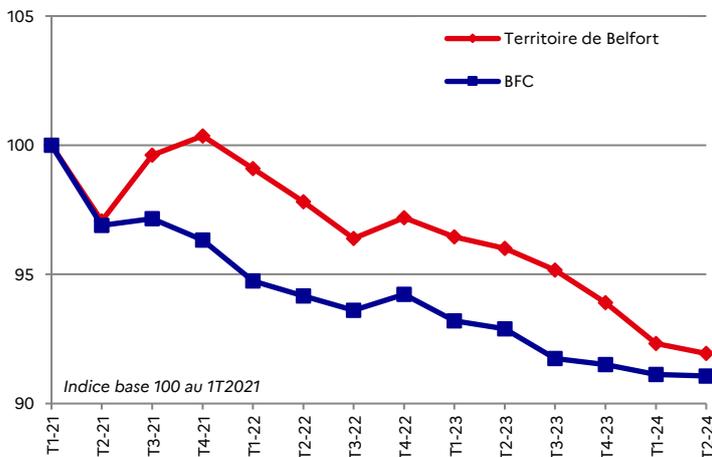
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

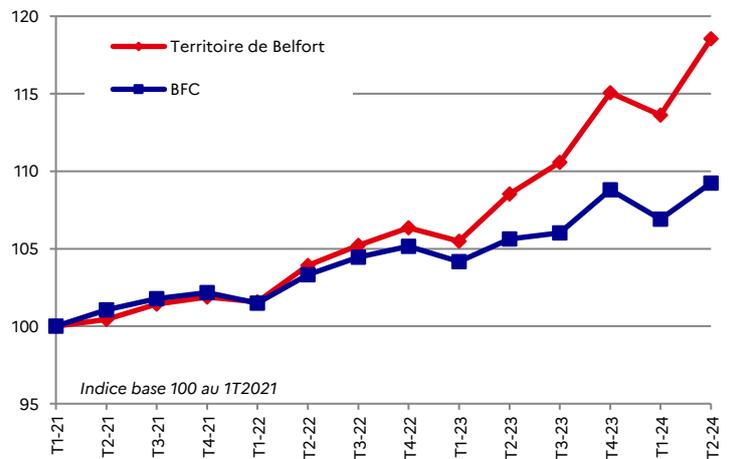
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

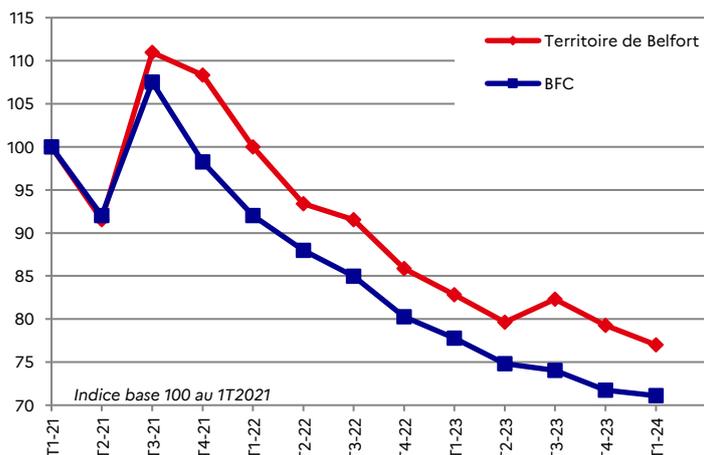
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

